

**CONSEIL DE PRUD'HOMMES  
LIMOGES**

Conseil de Prud'Hommes  
41, bd Carnot - BP 20  
87001 LIMOGES CEDEX

Tél : 05.55.79.72.42  
Fax : 05.55.79.65.82

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS**

# ORDONNANCE DE RÉFÉRÉ

Rendue le : JEUDI 15 FÉVRIER 2018  
par la formation de RÉFÉRÉ

## EPIC SNCF MOBILITÉS

Pole Juridique

Lieu dit Emprises SNCF - CS 91402  
33077 BORDEAUX CEDEX

Représenté par Me Valérie ASTIER (Avocat au barreau de  
LIMOGES) substituant Me Eric DAURIAC (Avocat au barreau de  
LIMOGES)

## DEMANDEUR

**Monsieur Samuel FOUQUET**

né le 08 Janvier 1991

Lieu de naissance :

2 place du poids public  
87000 LIMOGES

Présent

## DÉFENDEUR

### - composition du bureau de Référé

Monsieur LEROY, Président Conseiller (S)

Monsieur COURIVAUD, Assesseur Conseiller (E)

Assistés lors des débats de Mademoiselle Andrée LAJOURMARD,  
Greffier

## DÉBATS

à l'audience publique du 08 Février 2018

La formation de RÉFÉRÉ, statuant publiquement, après avoir  
entendu les parties comparantes ou leur représentant, a rendu  
l'Ordonnance suivante :

RG N° R 17/00048

FL-CB

## FORMATION DE RÉFÉRÉ

### AFFAIRE

**EPIC SNCF MOBILITÉS**

contre

**Samuel FOUQUET**

MINUTE N°

Qualification :  
Contradictoire  
premier ressort

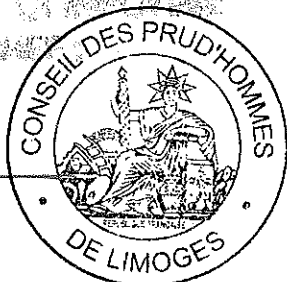
Notification le :

Réception par le demandeur :

Réception par le défendeur :

Formule exécutoire délivrée le :

à :



Vu la demande initiale de **EPIC SNCF MOBILITÉS** : Contestation de l'avis médical du médecin du travail, ce qui a conduit à la désignation d'un expert par ordonnance du 5 octobre 2017.

Vu l'ordonnance du 10 novembre 2017 par laquelle le Conseil a pris acte de la consignation par la demanderesse de la somme de 300 euros .

Vu la notification de la décision à l'expert aux fins de lancer les opérations d'expertise.

Vu le dépôt de son rapport par le Docteur ALAMOME le 15 décembre 2017.

#### **SUR CE LE CONSEIL,**

Nous constatons que sur la forme, l'expertise menée par le Docteur ALAMOME a respecté les règles de la procédure tant en matière de contradictoire que de réponses aux questions posées.

Maître ASTIER représentant de EPIC SNCF MOBILITÉS nous déclare que l'objectif de cette demande d'expertise est de lui permettre d'avoir un cadre plus précis pour apprécier les implications nées de la situation de Monsieur FOUQUET, ce que ne permettait pas la première déclaration d'incapacité médicale émise par le médecin du travail.

Maître ASTIER demande au Bureau de Référé de tirer les conséquences du rendu du rapport d'expertise concernant le paiement des honoraires et les dépens de l'instance.

Monsieur FOUQUET nous a lu une déclaration à la barre, pour nous résumer sa souffrance et son mal être.

#### **PAR CES MOTIFS**

Le Bureau de Référé du Conseil de Prud'hommes de Limoges, siégeant **contradictoirement**, en premier ressort, après en avoir délibéré conformément à la loi,

**DIT** satisfactoire en l'état de la procédure, le rapport du Docteur ALAMOME.

**FIXE à 300,00 euros** (trois cents euros) la rémunération de l'expert.

**DIT** que EPIC SNCF MOBILITÉS prendra en charge le paiement de cette rémunération à hauteur de la somme consignée de 300 euros.

**CONDAMNE** EPIC SNCF MOBILITÉS aux dépens de l'instance.

Ainsi fait, jugé et prononcé par mise à disposition au greffe le quinze février deux mille dix-huit.

**Le Greffier,  
A. LAJOURMARD**

**Le Président,  
F. LEROY**